

IL SERA CONSTRUIT PAR DES BRÉSILIENS**Le nouveau pont de Constantine**

Le génie civil brésilien revient à Constantine près de 40 ans après la prouesse architecturale d'Oscar Niemeyer, concepteur émérite de l'université Mentouri.

Le plus grand viaduc de l'Algérie indépendante sera érigé par l'une des deux entreprises brésiliennes retenues à cet effet.

Doté d'un budget primitif de 15 milliards de dinars, seules les entreprises brésiliennes pouvaient prétendre décrocher ce marché.

Et pour cause, lors de sa visite à Constantine en avril 2007, le président de la République en personne en a décidé ainsi, privilégiant le gré à gré à l'appel d'offres international sous le sceau du part-

nariat algéro-brésilien. Un geste généreux comme l'a qualifié d'ailleurs, l'ambassadeur de ce pays, présent mercredi à Constantine pour la cérémonie de l'ouverture des plis. Deux géants du génie civil de droit brésilien mais présents en permanence dans plusieurs pays à travers le monde sont encore en lice et devront connaître le verdict du jury dans une semaine. Il s'agit respectivement de l'entreprise Oderbrecht qui emploie près de 50 000 travailleurs et est présente en

permanence dans 17 pays dans le monde. Pour les besoins de ce projet, Oderbrecht a fait appel à l'expertise de deux bureaux d'étude de renommée mondiale, le portugais Coba et le français Arcadis qui serait à la base de la proposition faite par cette entreprise et dont le fameux pont de Normandie est l'une de ses plus belles réalisations.

La deuxième offre appartient au groupe Andrade Gutierrez qui justifie de 60 années d'expérience dans notamment la construction de ponts et est derrière près de 400 projets dans 22 pays. Son chiffre d'affaires, qui était de 5,2 milliards de dollars en

2007, devrait atteindre les 7 MDS cette année. Son partenaire pour le projet de Constantine est le bureau désigné en viaduc Cowi, l'un des plus prestigieux dans le monde. Qualité de fonctionnement, intégration dans le site et qualité de la proposition sont les trois grands paramètres comprenant chacun des sous-critères aussi bien techniques qu'esthétiques auxquels se référera le jury pour élire l'entreprise qui réalisera cette œuvre. Un viaduc qui aura un impact certain sur le patrimoine de cette ville et qui risque de métamorphoser complètement son visage.

Kamal Ghimouz

TRONÇON DE L'AUTOROUTE EST-OUEST KADIRIA-BOUIRA VILLE**La mise en service reportée sine die**

Les automobilistes devant se rendre vers l'est en direction de Bouira et Constantine doivent patienter encore «quelques jours» avant de pouvoir emprunter le tronçon de l'autoroute Est-Ouest reliant l'évitement de la ville de Kadiria au chef-lieu de la wilaya de Bouira. Annoncée pour le 30 juin puis le début du mois de juillet, l'ouverture de ce tronçon stratégique qui permet d'éviter le goulot de la gare Aomar est une nouvelle fois reportée sine die.

Lotfi Mérad- Alger (Le Soir)- Amar Ghoul, en visite jeudi dans la wilaya de Bouira, a justifié ce retard par la poursuite des dernières retouches relatives aux installations de sécurité au niveau du tunnel sud de Aïn Chriki dans la commune de Djebahia.

Ce tunnel, long de quelque 1 274 mètres linéaires et confié à un groupement algéro-turc, est pratiquement achevé. Contrairement au deuxième tunnel nord qui, lui, est toujours en chantier.

Sur place, le premier responsable du secteur a, d'une voix colérique et ferme, exigé

l'accélération de la cadence pour terminer le projet et insisté sur le volet esthétique et de l'aménagement extérieur des abords du tunnel.

A l'occasion de cette visite, un exercice de simulation de sauvetage, lors d'un accident de la circulation à l'intérieur du tunnel (incendie suite à un carambolage impliquant sept véhicules et un poids lourd), a été effectué. Poursuivant sa visite, Amar Ghoul s'est rendu sur le viaduc de Oued-Rekham, long de 744 mètres et haut de 146 mètres. Confié à une entreprise italienne, cet ouvrage d'art est lui aussi en phase d'achèvement. Selon

le chef du projet, le viaduc peut être ouvert à la circulation dans une dizaine de jours. «Un système d'éclairage visible de très loin» a été installé, explique-t-on. Il est à relever que sur ce chantier, 1400 mètres de câbles électriques ont été dérobés. L'affaire est en justice et 17 personnes sont impliquées. Mais de l'avis de certains responsables du secteur, l'ouverture de ces deux ouvrages d'art (tunnel et viaduc) ne peut se faire dans l'immédiat. Dans la mesure où une partie du tunnel n'est pas encore livrée. Aussi, la mise en service de ce type d'infrastructures obéit à des normes de sécurité pointues et nécessite une longue préparation des services impliqués dans leur gestion et leur exploitation. Aucune erreur ne peut être tolérée. Rien ne doit être laissé au hasard au risque de mettre en péril la vie des usagers. Le tronçon sera-t-il ouvert pour les véhicules

lourds, légers ou les deux à la fois. Sera-t-il question d'ouvrir cette autoroute dans un seul ou les deux sens ?

Autant de contraintes sur lesquelles devront se pencher les responsables du secteur. D'ailleurs, le ministre des Travaux publics a réuni à l'issue de sa visite dans la wilaya de Bouira les responsables des différents chantiers ainsi que les représentants de la Gendarmerie nationale et la Protection civile.

En attendant, les usagers continueront de passer par l'étroite route nationale numéro 5 qui n'arrive plus à contenir le dense trafic automobile. A Bouira, l'on parle également de l'éventualité d'une inauguration par le président de la République de ces deux ouvrages d'art, uniques en Algérie. Quant à la date exacte de leur mise en service, Amar Ghoul s'est contenté de dire que «cela se fera dans quelques jours».

L. M.

ORAN**L'EPLF signe une convention avec un groupe immobilier saoudien**

L'EPLF Oran pour le projet Est-Oran a signé mercredi soir une convention-cadre stratégique avec un groupe immobilier saoudien dénommé Snasco. La cérémonie de signature qui s'est déroulée à l'Hôtel Royal, a été officialisée par le P-dg du groupe immobilier d'investissement Saleh Bin Nasser Abdel Azziz Al Sorayai et M. Touaa salim directeur général de l'EPLF Oran.

Cette convention-cadre prévoit un partenariat «de la plus haute importance» qui, ont souligné les deux nouveaux partenaires, permettra de réaliser plus de 2000 logements de très haut standing et l'aménagement de la frange maritime est.

L'apport de l'EPLF consiste en l'assiette de terrain de 10 ha qui est située à proximité du futur Palais des congrès de Sonatrach pour le GNL 2010.

Le groupe immobilier d'investissement Snasco a ouvert, il y a tout juste un an des bureaux à Alger, choisie pour y installer sa représentation en Afrique du Nord et c'est donc sur Oran que s'est porté le choix pour le lancement de leur premier projet dans notre pays. Le P-dg de Snasco a souligné sa satisfaction d'être ainsi l'une des premières entreprises de développement immobilier du Moyen-Orient s'orientant vers l'Algérie et d'insister sur le soutien et l'appui du gouvernement algérien et des autorités locales quant à ce futur projet. Le directeur des bureaux algériens de Snasco,

qui est national, a pour sa part, expliqué que ce projet sera quelque chose de très beau pour la ville d'Oran et donnera un cachet particulier à cette zone d'Oran-est «à la façon Dubaï». Voulant rester discret sur le montant du financement du projet, il se contentera de dire «pas moins de 500 millions d'euros». C'est un bureau d'étude suisse, SGI, qui sera chargé de la conception du projet qui prévoit donc plus de 2000 logements, centre d'affaires, centre de loisirs, etc.

La cérémonie a également été marquée par une réception donnée en l'honneur des invités et qui a vu surtout Mohamed Ghaffour se produire en cette occasion avec sa troupe pendant que les convives dînaient.

Fayçal M.

L'ALGÉRIE ET LE MAROC**SIGNENT UN CONTRAT D'ÉCHANGE D'ÉNERGIE****Sonelgaz veut parer au pire**

L'Algérie et le Maroc se sont engagés à se secourir mutuellement en cas de panne sur l'un des deux réseaux électriques. Le contrat d'échange d'énergie signé jeudi en marge de la tenue de la 8^e session du Conseil ministériel maghrébin de l'énergie et des mines entre le P-dg du groupe Sonelgaz et le directeur de l'Office national de l'électricité marocain (ONE) met en place une solidarité qui sera activée à la demande de l'un ou de l'autre en cas de défaillance du réseau national.

Un deuxième contrat de transit a également été signé. Il concerne le transport de l'énergie électrique entre les réseaux algérien et espagnol via le Maroc. Les clauses du contrat prévoient l'acheminement dans les deux sens d'une capacité de 1 00 Mégawatts à travers une interconnexion de 400 KV (kilovolts) reliant Tanger à la frontière algéro-tunisienne, qui doit voir le jour en novembre 2008. Selon le P-dg de Sonelgaz, l'énergie qui va transiter vers le Maroc sera soit commercialisée dans ce pays, soit en Espagne en fonction du marché et de la demande qui se fera ressentir.

Pour la ministre marocaine de l'Énergie, «ces deux accords vont permettre de renforcer les échanges de secours entre le Maroc et l'Algérie et d'acheminer l'électricité en Espagne dans des conditions appropriées».

N. I.

APRÈS 13 ANS**DE PARALYSIE DU CONSEIL MAGHRÉBIN DE L'ÉNERGIE****Les pays de l'UMA tentent de réanimer la coopération énergétique**

Après treize ans de totale paralysie, le Conseil ministériel maghrébin de l'énergie et des mines a finalement tenu sa huitième session à Alger, l'occasion pour les ministres des 5 pays de l'UMA de souligner la nécessité d'aller vers un marché intermaghrébin de l'énergie. Au-delà des déclarations de bonne intention, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et la Libye tentent d'arriver à un SMIG en la matière. Tous les participants à la réunion de jeudi ont d'ailleurs dit leur soulagement de la réactivation du Conseil dans un contexte marqué par une forte demande sur les énergies, tous types confondus.

A huis clos, les ministres maghrébains ont examiné les modalités et les mécanismes pouvant aboutir à la création d'un marché maghrébin de l'électricité. Les participants ont estimé en effet que l'interconnexion électrique qui relie les pays maghrébains aux pays d'Europe et du Moyen-Orient pouvait contribuer à la création d'un marché de l'énergie intermaghrébin et entre le Maghreb arabe, l'Europe et le Moyen-Orient.

En plus de l'électricité, les 5 pays du Maghreb songent à la mise en place d'un marché concurrentiel du pétrole et dérivés et du gaz avec comme but essentiel l'harmonisation de leurs positions en termes de négociation.

L'énergie nucléaire n'a pas été en reste puisque, pour la première fois depuis sa création, le Conseil ministériel maghrébin de l'énergie et des mines lui a consacré un large volet.

La coopération dans le développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques quasiment inexistante entre les pays maghrébains pourrait connaître un tournant décisif si les différentes propositions faites lors de la session d'Alger étaient retenues. Les experts recommandent à cet égard l'installation des centrales nucléaires communes, bilatérales ou collectives pour amortir les coûts et partager le savoir-faire nécessaires à la mise en place de pareilles centrales.

Ces mêmes experts estiment néanmoins que les pays du Maghreb ne doivent pas négliger les énergies renouvelables, pour lesquelles il leur appartient également de trouver les bonnes formules pour donner un coup de pouce à la coopération dans ce domaine qui devrait, à leurs dires, figurer parmi les priorités des priorités.

N. I.